

Décidément rien n'y fait : la Ministre a beau s'entêter à prôner la « pédagogie de la réforme », la direction de la DGESCO a beau prétendre que les formations « se passent très bien », et le rectorat de Lille a beau abonder les collèges en heures « d'autonomie », la profession a démontré -dans l'action- qu'elle continuait, encore et toujours, à rejeter massivement une réforme du collège qu'on entend lui imposer à la rentrée 2016.

Qu'on en juge : avec 60% de grévistes, la grève a été majoritaire dans les collèges (des taux de 90 % ont même été enregistrés)... Et même dans certains lycées, où perdurent les méfaits de la réforme Châtel, mère de la réforme Vallaud-Belkacem et dont la dotation n'est pas à la hauteur de la hausse démographique car le choix politique est de tenter de "faire passer la pilule" d'une réforme contestée en redéployant temporairement les moyens sur les collèges.

Cette mobilisation s'est traduite dans un cortège éducation dynamique à Lille, où l'on a compté entre 2000 et 2500 manifestants, soient deux fois plus que le 17 septembre. En prélude à la manifestation régionale, des rassemblements d'établissements ont été organisés à Wattrelos, Roubaix, Ostricourt, Aire-sur-la-Lys, Boulogne, etc. Il est absolument remarquable qu'après 10 mois de lutte, 4 grèves et une manifestation nationale, la mobilisation ne faiblit pas, mais continue de croître dans les établissements avec le constat de premiers effets néfastes et aberrations pédagogiques engendrés par la réforme.

Pour la section académique du SNES-FSU, cette journée de mobilisation réussie est donc un point d'appui pour envisager d'autres actions d'ampleur nationale, pour le cas où la Ministre continuerait à se réfugier dans la communication et le déni.

Elle est aussi un encouragement à exprimer localement, dans les établissements, notre rejet de la réforme :

- à l'occasion des conseils d'administration réunis en vue de la préparation de rentrée (boycott, déclaration, motions, rejet des TRMD)
- par le refus collectif de participer aux réunions de formation/formatage hors temps de service, en dépit des menaces locales de retenues sur traitement ; et par la participation hostile aux autres réunions.
- en refusant d'entrer dans des dispositifs pédagogiques (AP/EPI) dont les textes ne prévoient pas qu'ils puissent être imposés ni dans leur forme, ni dans leur contenu aux enseignants.

Le SNES et les enseignants se battront jusqu'au bout pour l'abrogation d'une réforme injuste et mauvaise pour les élèves.

*Dans les prochains jours et les prochaines semaines,  
démontrons qu'aucune réforme n'est possible sans les personnels !*

